

Madagascar, les origines de la crise

Jean-Luc Raharimanana, écrivain, France 24 du 31/03/2009

Ce n'est pas une crise « africaine »

Le malaise politique est là depuis l'indépendance. On aurait tort de penser qu'il s'agit d'une énième crise qu'on rattacherait vulgairement à la nature même du continent africain (« ils sont comme ça, peu mûrs pour la démocratie », etc.). On ne peut pas isoler ce qui se passe aujourd'hui de ce qui est survenu depuis quelques décennies, voire depuis la colonisation. On parle de cycle de violence pour Madagascar : 1947, 1972/75, 1991, 2002, et aujourd'hui, 2009. Nous Malgaches n'avons pas trouvé la bonne formule pour sortir de cette spirale infernale.

Un conflit dont les racines se situent dans l'histoire coloniale de Madagascar

Il faut remonter au massacre de 1947 [commis par l'armée coloniale française pour mater une insurrection]. On en paie toujours le prix. Beaucoup d'hommes présentant des aptitudes, des compétences qui auraient pu servir dès l'indépendance ont été assassinés, fusillés, torturés, humiliés, détruits lors de ces mois de massacre. L'équilibre politique du pays a été faussé dès les premiers jours de l'indépendance en 1960. Ceux qui ont été mis au pouvoir par la France n'avaient pas la liberté nécessaire pour répondre aux aspirations de la population, car trop liés à la France préservant ses intérêts. L'opposition n'existait déjà pas. Nous sommes entrés dans l'ère moderne de l'indépendance avec un déficit certain de démocratie, une absence de débat politique élargi et une vision faussée de la situation du pays.

Les malgaches vivaient mieux lors de la première république

Oui, bien sûr, ils vivaient mieux, mais une nation ne vit pas seulement avec son ventre. L'obsession de la Première République a été de nourrir la population au détriment d'une véritable émancipation politique, culturelle et économique car la colonisation qui avait tout axé sur la culture de rente avait « oublié » de nourrir la population. Aucun autre débat n'avait eu lieu. De là découlaient la vulgarisation des techniques modernes de production et l'aménagement de plusieurs régions pour la riziculture : il s'agit dès 1961 de la région du lac Alaotra par l'intermédiaire de la Somalac, puis de la plaine de Marovoay par la Fifabe (les deux sociétés appartenant à l'Etat). La production rizicole enregistra ainsi une hausse de 48% entre 1961 et 1968. Jusqu'à aujourd'hui, ces deux régions sont toujours les principaux greniers à riz de l'île.

Mais la population ne voulait pas seulement manger, elle voulait être libre

Le première république a réussi économiquement, mais ironiquement, c'est une famine dans le sud en 1971 qui parapha l'échec de sa politique. Et faute de débat, c'est la rue qui se manifesta en 1972, la population se levant pour une autre politique plus indépendante. Elle ne voulait pas seulement manger, elle voulait être libre aussi sur le plan politique, économique, culturelle, d'où la démission du président de la république après le massacre du 13 mai 1972 (les forces de l'ordre avaient tiré sur les étudiants qui manifestaient devant l'hôtel de ville, l'actuelle Place du 13 mai, faisant plus d'une centaine de morts). La Révolution de 1972 a été une réponse brutale de la rue à cette absence de débat. Ces revendications étaient incarnées par Richard Ratsimandrava, auteur d'une réflexion politique profonde autour d'une forme de gouvernance prenant en compte la culture et la réalité du pays. Il ne fut malheureusement président de la république que l'espace de quelques jours, onze plus exactement, avant d'être assassiné...

Didier Ratsiraka [1975 (...) 1991] choisit le communisme et rompt avec la France

Ratsimandrava avait produit une réflexion profonde quant à la manière de concilier la politique de gouvernance avec les réalités du pays. La suite a été une succession de mesures brutales mises en place par le nouveau président Didier Ratsiraka : rupture des liens avec la France, nationalisation des entreprises françaises, départ fracassant de la zone franc et création d'une monnaie malgache (l'Ariary), l'instauration de la malgachisation, l'orientation idéologique vers le communisme et l'installation de fait d'un monopole d'Etat sur toutes les branches de l'économie de l'île. Je dirais que c'était des mesures émotionnelles liées

aux grandes injustices qui ont touché le pays pendant la colonisation, une manière aussi de rejeter brutalement la politique de coopération française, qui n'avait de coopération que de nom...

Vient ensuite le temps d'une dictature bénie par l'Occident

Au lieu d'organiser réellement la mise en œuvre du progrès à Madagascar, il préféra le combat idéologique auprès des pays communistes comme l'URSS et la Corée du Nord. Délaissant de fait les spécificités du pays, oubliant les véritables aspirations de la population, refusant l'opposition et la confrontation des idées, il orienta l'île vers une politique censée lutter contre l'impérialisme et la mainmise de l'Occident sur le monde. Aucune autre tendance n'étant tolérée, la malgachisation échouant, l'amitié d'avec les pays communistes n'étant qu'un leurre, Ratsiraka transforma peu à peu ce pouvoir du peuple en un pouvoir personnel et dictatorial. Le discours de Mitterrand à la Baule entérina ce cynisme de la situation. Il suffisait à Ratsiraka d'accepter à nouveau le libéralisme pour être protégé par l'ancienne puissance coloniale et devenir le « chouchou » de la « communauté internationale », une dictature bénie par l'Occident car prenant en compte leurs intérêts : ouverture du marché malgache, création des zones franches pour les entreprises occidentales, mainmise sur le sous-sol, exploitation de la main d'œuvre... Toujours aucun débat d'idée. Toujours aucune opposition, au contraire même, la censure, la répression, l'emprisonnement, la corruption, le verrouillage de tout l'appareil administratif et judiciaire par le parti présidentiel (l'AREMA)... et toujours la même sanction : la rue qui parle et le massacre de la population qui se révolte (le 10 août 1991 lors de la marche vers le palais présidentiel, déjà). Un régime issu d'une manifestation de rue tombe sous une autre manifestation de rue...

C'est ce pouvoir pratiquement illimité d'une classe politique et des entreprises étrangères qui provoqua les événements de 2001/2002

Le plus important était de sortir de la dictature. Les forums régionaux et national initié à l'époque pouvait faire croire à une avancée significative de la situation. L'arrivée au pouvoir de Zafy Albert, un des seuls présidents démocratiquement élus, sinon le seul, allait dans cet espoir. De plus, la nouvelle constitution garantissait un régime parlementaire censée respecter davantage la démocratie et l'opposition. Mais Zafy Albert n'a pas su gérer la corruption héritée des années Ratsiraka, les parlementaires, attaqués dans leurs privilèges, provoquèrent son empêchement. Son incapacité à trouver d'autres sources de financements en dehors de celles des bailleurs de fonds entraîna également une chute vertigineuse du niveau de vie de la population. L'île dû réorganiser des élections. D'où la réélection de Ratsiraka en 1996, un retour vers un pouvoir personnel, vers une nouvelle constitution présidentielle, une dépendance chronique aux bailleurs de fonds et à leurs conditions drastiques. La population se retrouva au même point de départ : l'île n'étant qu'un terrain de jeu des investisseurs et autres entreprises internationales. C'est ce pouvoir pratiquement illimité d'une classe politique et des entreprises étrangères qui provoqua les événements de 2001/2002, Ravalomanana refusant d'aller au second tour lors des élections présidentielles de 2001 et faisant appel à la rue.

Ravalomanana a confondu les affaires publiques et les affaires privées

Certes, Ravalomanana est arrivé au pouvoir avec l'aide de la population mais il fut comme Ratsiraka, une fausse solution aux problèmes récurrents de Madagascar. Ravalomanana a eu une chance extraordinaire de remettre enfin Madagascar sur les rails du développement, mais très vite, il a imposé le monopole de son entreprise TIKO sur tous les secteurs de l'économie malgache. Très vite, il a organisé l'économie malgache selon les intérêts de son entreprise. Les différentes détaxations qui ont fait très mal à l'économie du pays ont été adoptées selon les besoins du moment de son entreprise. Il confond les affaires publiques et les affaires privées, ses entreprises ne paient pas d'impôts, accaparent pratiquement tous les appels d'offres, il a verrouillé les médias nationaux, emprisonné les opposants, et surtout a mis la main sur les terres malgaches. Ainsi, il est devenu le plus grand propriétaire terrien dans la région d'Ambatondrazaka, le grenier à riz de l'île. Il a mené des offensives extrêmement agressives dans le nord de l'île afin de contrôler la vanille, c'est sous ces offensives qu'il a provoqué l'effondrement de la qualité de la vanille en dérégulant la collecte du produit. Les exemples sont nombreuses où il a fermé des entreprises qui marchent pour les remplacer par les siennes, mettant à la rue des milliers d'employés. En 2008, la capitale se défie de Ravalomanana en élisant Andry Rajoelina à la Mairie d'Antananarivo. Ravalomanana ne peut le supporter. Il prend des mesures les unes plus rocambolesques que les autres pour empêcher Andry Rajoelina de mener son mandat : coupure de l'électricité dans tous les locaux administratifs de la capitale, déplacement de la capitale économique de l'île, les voiries enlevées à la municipalité (confiées à la présidence), interdiction au

maire de nommer les chefs Fokontany, chefs de village ou quartier. La fermeture de la station VIVA, combinée à l'affaire Daewoo, fut la goutte de trop. On connaît la suite.

La prise de pouvoir de Andry Rajoelina fut marquée quand même par l'utilisation de la force armée...

Qui a commencé par utiliser la force armée ? N'est-ce pas Ravalomanana en faisant tirer sur la foule à Ambohitsirohitra le 7 février ? L'utilisation des armes de guerre contre sa propre population est-elle plus démocratique qu'une manifestation pacifique vers un lieu fut-il sensible comme le palais présidentiel ? Pourquoi ne souligne-t-on pas que l'armée a basculé parce que les sous-officiers ont refusé d'obéir aux ordres demandant à tirer sur la population ? Pourquoi dans ce cas parler de putsch et non pas de devoir de désobéissance ? Connaissiez-vous beaucoup d'armées qui aient préféré la population aux ordres d'un régime fermé aux dialogues et accroché coûte que coûte au pouvoir ?

L'une des premières mesures de Rajoelina a été de suspendre l'assemblée nationale...

Une assemblée nationale qui ne compte aucun membre de l'opposition... Quand on parle de débat d'idée, il faut au moins être deux, les débats de l'assemblée nationale malgache ne servaient qu'à entériner les décisions personnelles de Ravalomanana. En échange, les députés amassaient les villas et les 4X4. C'est cette configuration que la communauté internationale qualifie de légale et de constitutionnel. On pose le schéma de la démocratie : élections, l'exécutif, le judiciaire, le législatif et on bénit à coup de truquage, de corruption, de censure et d'arrestation. La communauté internationale n'est pas sans savoir que c'était une coquille vide, mais cette même communauté n'a pas besoin de démocratie pour faire des affaires, elle a juste besoin de stabilité. Et Ravalomanana représentait cette stabilité. Par l'abus de pouvoir et la violation systématique de la Constitution. Mais on ne se joue pas ainsi de la population. Les Malgaches n'ont jamais accepté cette situation dans laquelle se trouve leur île.

Aucun représentant de la communauté internationale n'a été présent à l'installation d'Andry Rajoelina à la tête de la H.A.T (Haute Autorité de Transition).

Les Etats-Unis, la France, l'Union africaine, l'union européenne ont dénoncé cette prise de pouvoir. Ce qui se passe actuellement à Madagascar bouleverse tout ce que la communauté internationale veut instaurer en Afrique, créer des conditions stables pour asseoir le libéralisme et faire des affaires fructueuses, quitte à soutenir des régimes corrompus ou totalitaires, comme c'est le cas, entre autres, du Gabon, du Congo, du Tchad ou du Swaziland (où s'est notamment réfugié Marc Ravalomanana)... Une véritable transition est nécessaire pour tout remettre à plat : invention d'un système démocratique prenant en compte les réalités du pays, révision d'un nouveau code électoral permettant à toutes les forces vives de la nation de participer au bon fonctionnement de l'Etat, instauration d'une véritable liberté d'expression, renégociation des rapports nord-sud... Aucune stabilité ne peut avoir lieu sans cela. Le fait d'appeler au plus vite à un retour au constitutionnalité et à des élections « démocratiques » n'a aucun sens. Les conditions actuelles ne permettent pas l'organisation de ces élections. Deux ans ne sont pas de trop pour repenser tout le système et repartir à zéro.

Rajoelina a raison de ne projeter les élections que dans deux ans ?

Le bon sens voudrait que ce soit ainsi. Andry Rajoelina a une chance de reconstruire le pays sur de bonnes bases à condition qu'il ne soit pas tenté par un pouvoir absolu, à condition qu'il ne veuille pas tout faire tout seul. Le fait d'appeler comme il le fait aujourd'hui à des assises nationales dans une semaine et pour deux jours seulement (le 2 et le 3 avril) est aberrant et inquiétant. Un délai aussi court est-il suffisant ? Deux jours suffiraient-ils pour résoudre une crise qui dure depuis la première république ? Rajoelina résistera-t-il à tous ces politiciens revanchards qui tournent autour de lui et à ces entrepreneurs qui ont été laminés par Ravalomanana ? Résistera-t-il aux pressions de la communauté internationale qui comme un seul homme a bloqué les aides et investissements indispensables à l'île ? Saura-t-il gérer la grogne qui monte déjà dans l'île, notamment de la part des fonctionnaires dont le paiement est conditionné aux financements des bailleurs de fonds ? Son accession au pouvoir a été la plus contestée depuis l'indépendance et il n'a pas beaucoup de marge de manœuvre. Mais la population malgache ne mérite pas d'être trahie encore par ses dirigeants. Ce serait terrible si Rajoelina cède à la tentation du pouvoir personnel ou échoue en ne rassemblant pas assez les Malgaches... La transition devrait être l'affaire de tout le pays, et non pas seulement de Rajoelina et de son équipe. Elle devra s'ouvrir enfin à toutes les voix. Rajoelina n'a aucune chance de durer s'il joue sa carte personnelle.